

«Les autochtones se fient aux renseignements qu'ils obtiennent de leurs compatriotes. Il faut donc que les renseignements sur les services du gouvernement à l'intention des personnes handicapées, soient canalisés par les organismes que ceux-ci se sont donnés.»

## 115

### ACCROÎTRE LE RÔLE DES CENTRES D'AMITIÉ POUR LES AUTOCHTONES HANDICAPÉS

**RECOMMANDATION:** Que le gouvernement fédéral accroisse le rôle des centres d'amitié pour qu'ils offrent un programme urbain de renseignement et d'aide aux autochtones handicapés migrants.

#### SANS SUITE

**Programme de conception:** Le Secrétariat d'État a chargé un fonctionnaire de concevoir un programme de recherches qui identifiera les besoins des autochtones handicapés, leur lieu de résidence, et les moyens les plus efficaces d'utilisation des centres d'amitié.

**Installations établies:** La Fraternité nationale des Indiens du Canada appuie cette recommandation parce qu'elle considère que ces centres sont les seules installations établies qui sont exploitées et contrôlées par les Indiens. La Fraternité des Indiens du Canada a également demandé que le Secrétaire d'État débloque des fonds pour améliorer l'accessibilité aux centres. *The Inuit Tapirisat* reconnaît que les centres d'amitié pourraient jouer un rôle important, en particulier pour les inuit handicapés qui se rendent dans le Sud recevoir des soins.

**Responsabilités supplémentaires:** Les associations des centres d'amitié déclarent être prêtes à accepter des responsabilités supplémentaires mais nécessiter un financement supplémentaire. Il est proposé que des projets-pilotes déterminent les

centres les plus susceptibles de s'occuper des Indiens handicapés.

**Les membres sont convaincus:** Au cours de ses audiences concernant la *Suite au rapport— Population autochtone*, le Comité a eu l'occasion de visiter un centre d'amitié à Regina. Les membres sont plus fermement convaincus que les centres d'amitié pourraient fournir aux handicapés un service dont ils ont besoin. Le Comité est déçu du retard du Secrétariat d'État à répondre à cette recommandation et il l'exhorte à mettre rapidement en œuvre les mesures pratiques primitivement exposées par le Comité, plutôt que de mettre au point une proposition de recherche.